

La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ?

samedi 2 janvier 2016, par [Cyrille BRET](#), [Michaël BEGORRE- BRET](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Cyrille BRET](#), [Michaël BEGORRE- BRET](#), **La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 2 janvier 2016.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les faiblesses structurelles de l'économie russe conjuguées aux sanctions européennes et à la division par trois des cours des hydrocarbures depuis 2014 entravent à moyen terme l'action extérieure du pays. Comme l'URSS, la Fédération de Russie a des ambitions géopolitiques au-dessus de ses moyens économiques. Apparemment forte, l'économie russe est en fait dépourvue de modèle de développement économique non dépendant des hydrocarbures, de monnaie solide et d'une industrie nationale diversifiée capable de résister aux chocs exogènes. Les annonces optimistes du président Poutine lors de sa conférence de presse internationale du 17 décembre 2015 sont en grande partie des vœux pieux : 2016 sera très probablement une nouvelle année de récession pour la Russie.

DANS SA CONFERENCE de presse du 17 décembre 2015, le président de la Fédération de [Russie](#), a repris l'antienne qu'il avait entonnée lors de l'édition 2014 de cet événement médiatique et politique de la fin d'année : "le pire de la crise est derrière nous". Il y a un an, le 19 décembre 2014 [1], Vladimir Poutine avait en effet annoncé que la crise monétaire, le cours des hydrocarbures et la crise économique trouveraient leur point bas en 2015 et prendrait une orientation favorable pour 2016. Qu'en est-il ? La crise économique russe est-elle en passe de s'achever ? [La Fédération de Russie](#) a-t-elle l'appareil productif et les finances publiques nécessaires pour servir son action extérieure particulièrement ambitieuse, en Ukraine et en Syrie évidemment, mais également d'Arctique et en Afrique, dans la Baltique et en Extrême-Orient ?

Moins médiatisées, les données de la Banque mondiale et du FMI ont été publiées presque en même temps que la conférence de presse présidentielle. Elles font état d'une réalité économique moins favorable. Les annonces de Vladimir Poutine sont en grande partie un village Potemkine.

Si la position géopolitique de [la Russie](#) a profondément changé en 2015, sa situation économique a, quant à elle, stagné. La Fédération est passée du statut de rival de l'OTAN en Europe orientale à celui d'allié de la France pour lutter contre Daech en Syrie. L'opération militaire russe en Syrie, lancée le 28 septembre 2015 par le président russe du haut de la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU n'a pourtant pas modifié les déterminants fondamentaux de l'économie russe.

Depuis 2009, [la Russie](#) consacre une part croissante de ses ressources à la défense : son effort de défense représente plus de 4% de son PIB et plus de 800 000 personnes sont actives sous les drapeaux, avec plus de deux millions de réservistes (le Royaume-Uni, "champion" de l'UE, consacre 2,5% de son PIB). Mais la Russie a-t-elle l'infrastructure financière, budgétaire et économique nécessaire pour porter ses ambitions internationales sur le long terme ? Ou bien est-elle, comme en son temps, l'URSS, un géant géopolitique aux pieds d'argile en matière économique ?

Pour trancher, il est nécessaire :

1. D'abord de rappeler les grands déterminants structurels de l'économie russe des années 2000 et 2010 : c'est [une économie de rente, favorisée un temps par les marchés financiers mais à la merci des retournements de la conjoncture mondiale](#) ;
2. Ensuite de faire état des tendances récentes et des prévisions de court terme : la

dégradation de la conjoncture en 2014 et 2015 risque fort de se prolonger en 2016 en raison du maintien prévisible de cours bas pour les hydrocarbures, des probables sanctions financières de la part des Occidentaux et de son incapacité à générer une activité économique équilibrée.

Tant que les cours des hydrocarbures resteront bas, que les sanctions européennes, renouvelées le 21 décembre 2015, resteront en place, et que l'appareil productif russe n'aura pas connu une profonde mutation, la Russie subira la même malédiction que l'URSS : elle aura des ambitions géopolitiques supérieures à ses capacités économiques, réelles mais déséquilibrées.

1. Une économie de rente basée sur l'exportation de ressources naturelles, qui ne trouve pas d'autre moteur de croissance

Les déterminants structurels de l'économie russe lui assurent une rente et une taille enviables, mais ces atouts n'ont pas été mis à profit pour lui assurer un second souffle.

1.1. La décennie Poutine des années 2000 est une période de croissance par les exportations : armes et hydrocarbures

La Russie est un pays en transition qui se remet encore des crises récentes qu'elle a traversée. Sa taille la hisse au 9e rang mondial : son PIB représente environ deux tiers du PIB français (2000 Mds US\$ en 2014, contre 2 800 Mds US\$ pour la France). Sa croissance, constamment autour de 7 % par an entre 1999 et 2008, a depuis flanché. Après l'effondrement de l'économie entre 1990 et 1998, la Russie a bénéficié d'une **croissance de rattrapage** : le PIB n'est revenu à son niveau absolu de 1990 qu'en 2005.

Bien vue des marchés, la Russie a alors bénéficié d'apports de capitaux (Goldman Sachs invente en 2001 le groupe des BRICS promis à devenir les géants de demain) mais n'a pas saisi l'occasion de ces investissements pour relancer et diversifier son appareil industriel. La crise la fait entrer en récession en 2009, puis après une faible croissance, stagne en 2014 (0.6%) et se contracte à nouveau en 2015 d'environ 4%.

L'euphorie des années 2000 a conforté le pouvoir du président Poutine à l'intérieur mais n'a pas conduit à des réformes de fond : l'économie russe pâtit de faiblesses structurelles révélées au tournant de 2010.

La prospérité apparente repose sur un modèle économique déséquilibré : c'est une **économie de rente basée sur l'exportation d'armes et surtout de matières premières** (énergétiques et minières) dont elle détient 30% des réserves totales. Sa dépendance aux exportations de produits pétroliers et gaziers est avérée. En 2012, celles-ci représentaient : 16% du PIB, 52% des recettes du budget fédéral, 70% de la valeur des exportations. Le secteur de l'armement est dynamique : la Russie est le deuxième exportateur d'armes au monde en 2015, derrière les Etats-Unis.

La population générale perdu 800 000 personnes par an de 1990 à 2008 pour atteindre le point bas de 142 millions et repartir légèrement à la hausse depuis lors à 146 millions (Crimée comprise [2]) en 2015. Dans le classement de l'ONU des Etats par l'indice de développement humain (IDH, indice synthétique basé sur l'espérance de vie à la naissance, le revenu par habitant et le niveau d'éducation), [la Russie](#) se situe dans un groupe intermédiaire en dessous des grands pays de l'OCDE, avec le Venezuela, la Turquie et l'Iran. Avec un indice de 0,798, elle est au 50ème rang alors que la France, avec 0,888 est au 22ème rang.

1.2. L'économie russe est entravée par plusieurs facteurs structurels qui n'ont fait l'objet d'aucune politique publique efficace

La sur-dépendance aux hydrocarbures l'expose à des chocs exogènes : volatilité des cours et retournements de conjoncture mondiale. Ainsi, la crise mondiale de 2008 a réduit la demande et entraîné une contraction du PIB de près de 8% en Russie. De plus, cette dépendance l'expose aux risques de transit notamment *via* le corridor ukrainien comme en attestent les crises récurrentes (2009, 2014). Enfin, combinée à un appareil économique et administratif opaque, cette dépendance alimente les inégalités et la corruption en raison du poids des oligarques.

La corruption, traditionnelle dans l'économie tsariste puis soviétique (cf. *Le Révizor* de Nicolas Gogol et *Les 12 chaises* de Ilf et Pétrov), tient à la place de l'Etat et de l'entourage du Kremlin dans l'économie. La Russie est classée au 136ème rang (sur 174) du classement de Transparency international en 2015. Conjuguée à l'insécurité juridique sur la propriété privée, cela décourage les investissements étrangers et encourage à la fuite des capitaux vers les places financières étrangères (Londres, Dubaï). La Russie a un sous-investissement chronique.

Le sous-développement de son infrastructure bancaire : les systèmes de paiement et d'épargne domestique sont dépendantes des grandes banques étrangères et sont souvent adossés à des groupes énergétiques.

Si la balance commerciale est excédentaire (en moyenne de 8,4% du PIB de 1990 à 2013) grâce aux exportations énergétiques, minières et d'armement, le poids des importations de biens de consommation courante (aliments, meubles) expose la Russie à des dépendances importantes comme en attestent les difficultés d'approvisionnement consécutives aux embargos décrétés sur certaines denrées européennes. En 2013, la Russie a par exemple importé pour 300 Mds US\$ de produits alimentaires et de biens manufacturés.

La pauvreté et les inégalités dues à la concentration des revenus et des patrimoines dans les mains des oligarques. Ainsi, de 2014 à 2015, le nombre de Russes sous le seuil de pauvreté est passé de 15 à 23 millions de personnes. Le poids des oligarques est démesuré dans l'économie et la politique russe. Les 100 premiers oligarques concentreraient plus de 30% des richesses du pays.

L'inflation : galopante durant les années 1990 (90% en 1999), elle est restée vigoureuse durant la décennie 2000 en raison de l'afflux de devises issues des exportations : elle s'est maintenue à 10% en moyenne sur la période.

La force apparente du [régime Poutine](#) est minée par l'absence de réformes structurelles : la Russie est, en 2015 comme en 1998 et en 2008, à la merci des retournements des cours de matières premières et de la contraction de la demande globale.

1.3. Les finances publiques russes reflètent les déterminants structurels de cette économie.

La dette et le déficit public russes ont été contenus. Ainsi, durant les années 2000, la Fédération a dégagé des excédents budgétaires importants (9% du PIB en 2006 au pic) et a contenu, même en 2014 et 2015 le déficit en dessous de 3% du PIB. De même, la dette de la Fédération de Russie a été réduite de 99% du PIB en 1998, année de crise aiguë, à 22% du PIB en 2015. Pour mémoire, la dette publique, en France, s'élève à 96% du PIB et le déficit à 3,8% du PIB.

Grâce à la manne des hydrocarbures, la Fédération de Russie a constitué des **réserves de change** importantes : 540 Mds US\$ à son pic en 2012, à comparer aux 4 000 MdsUS\$ de la République Populaire de Chine. C'est ce qui sert à la Russie pour amortir le choc des sanctions, de la baisse du prix des hydrocarbures et des dépenses sociales.

En particulier, depuis 2009, **les dépenses militaires** ont crû, tant en matière d'équipements qu'en matière de personnels. De 2010 à 2014, le budget de la défense a doublé. En 2015, l'effort de défense russe rapporté au PIB représente plus de 4% de la richesse nationale. Pour mémoire, il est d'environ 2 % en France. En 2015, les effectifs militaires russes ont atteint 850 000 personnes.

Toutefois, l'extrême dépendance des recettes fiscales à l'égard des exportations d'hydrocarbures et la mobilisation des réserves de change pour maintenir le cours du rouble face aux attaques répétées contre la devise russe mettent les finances publiques russes à l'épreuve. **Ainsi, le déficit public aurait été en moyenne de 10% par an sans les hydrocarbures.**

En somme, [la Russie](#) n'est pas un pays (ré)émergent comme [l'Inde](#) et [la Chine](#) qui croissent en développant de nouveaux secteurs économiques. C'est une économie rentière, comme l'Arabie Saoudite ou le Venezuela, qui jouit d'une croissance sans développement. Ses perspectives de croissance endogènes sont limitées et précaires. C'est une économie à la merci des retournements des cours des matières premières et des contractions de demande internationale.

2. Les tendances récentes : la dégradation de la conjoncture en 2014-2015 risque de se prolonger en 2016 faute de réformes structurelles

2.1. En 2014 et 2015, la conjoncture économique russe

s'est dégradée

Le PIB a stagné en 2014 (+0,6%) et s'est contracté de -3,8% en 2015. Après avoir été difficilement jugulée durant les années 2000, l'inflation est repartie à la hausse en 2014 (+7,8%) et 2015 (15,8%). De même, le taux de chômage est reparti à la hausse et a crû à plus de 8% en 2015. Le rouble s'est déprécié et a fait l'objet d'attaques répétées en raison de la fuite des capitaux depuis 2014 (128 Mds US\$ ont quitté le pays en 2014). En particulier, le 16 décembre 2014, le rouble a perdu 20% face au dollar et la bourse de Moscou a subi un mini-kraich en perdant 17% de sa capitalisation en un jour. La banque centrale relève alors ses taux directeurs mais décourage ainsi l'investissement domestique. Elle ne peut mener de front trois objectifs : défendre le rouble pour soulager le poids des dettes libellées en devises, juguler l'inflation et favoriser l'investissement.

Les causes de cette dégradation sont de plusieurs ordres.

La baisse des cours des hydrocarbures d'abord : suite aux décisions de l'OPEP, les cours du pétrole ont été divisés par 3 de 2014 à 2015 : mi 2014, le baril de *brent* était à 120 US\$; fin 2015, il est à 40 US\$. Or budget et perspectives de croissance pour 2015 et 2016 étaient bâties sur un cours à 100 US\$ le baril comme l'a rappelé le président Poutine le 17 décembre 2015 lors de sa conférence de presse internationale.

Le cycle des sanctions et contre-sanctions européennes et russes ensuite : les sanctions européennes privent la Russie d'afflux de capitaux dont le pays a un besoin vital ; les contre-sanctions ou embargo suscitent une reprise de l'inflation.

Enfin, **les fuites de capitaux** privent l'économie d'investissements et affaiblissent la devise nationale en dégradant la balance des paiements courants.

Les conséquences sur les finances publiques russes sont sensibles. Le déficit public s'est creusé en 2015 de -4,5% après des années d'excédent ou de stabilité. Certes, la dette publique est restée contenue mais les dépenses sociales sont dynamiques. Si l'état central souffre encore peu des déficits récents, les collectivités locales ont le plus grand mal à se financer en raison d'un effet de ciseau entre, d'une part, l'augmentation des dépenses sociales et, d'autre part, le renchérissement du crédit. La conjoncture récente (2014-2015) n'a pas entraîné la ruine de [l'économie russe](#). Mais elle a souligné de nouveau (après 1998 et 2009) les fragilités structurelles de l'économie : dépendance à l'égard des exportations énergétiques, non reconversion de son appareil industriel et agricole, instabilité monétaire, inflation endémique, fuite des capitaux, sous-développement financier.

2.2. Perspectives négatives pour 2016 : récession, inflation et baisse de niveau de vie

Lors de sa conférence de presse internationale annuelle du 17 décembre 2015, le président Poutine a annoncé un retour de la croissance pour 2016 grâce au retour des investissements pour retrouver une croissance positive en 2016. Mais ce n'est probablement qu'un vœu, déjà formulé lors de la conférence de presse annuelle du 19 décembre 2014.

Plusieurs éléments assombrissent les perspectives de croissance du PIB et des recettes fiscales pour 2016.

Le PIB devrait se contracter de 0,5% en 2016. **La Russie resterait en récession** pour une année au moins. La production industrielle est en contraction depuis la fin de 2014 et le restera.

Le rouble reste à la moitié de son cours d'avant [la crise ukrainienne](#) et les taux restent élevés. **L'instabilité monétaire persistera ainsi que la raréfaction du crédit.**

La demande intérieure continue de se contracter (-4 % par an). Il n'y aura pas de relai de croissance par la demande intérieure en raison de l'incapacité de la production nationale à remplacer les importations européennes.

Si la contraction de la demande soulage l'inflation en général, les produits de première nécessité voient eux leur prix continuer à s'envoler, pénalisant toujours plus le pouvoir d'achat des Russes : l'inflation des produits alimentaire atteint 17% au mois de décembre 2015.

Les cours des hydrocarbures sont pour l'instant sous les 40 US\$. Leur remontée reste conditionnée à un éventuel changement de stratégie saoudienne, regain d'activité mondiale ou une modification profonde de la dynamique aux États-Unis.

Loin de s'alléger, le poids des sanctions est renforcé par les sanctions à l'égard de [la Turquie](#).

Pour 2016, [les causes de la récession économique russe \(faible prix des hydrocarbures et faiblesse des productions nationales hors énergie\) ne varieront pas](#). **Les perspectives de court et moyen terme sont négatives pour l'économie russe** : à politique étrangère inchangée et en l'absence de réformes structurelles pour l'économie domestique, [la Russie de Poutine](#) sera condamnée à en rabattre sur ses prétentions géopolitiques.

Manuscrit clos le 23 décembre 2015

Copyright Janvier 2016-Bret-Bret/Diploweb.com

P.-S.

Enseignent à Sciences-Po et co-dirigent le site EurAsia Prospective <https://eurasiapropective.wordpress.com>. Cyrille Bret anime le compte twitter @cy_bret.

Notes

[1] Pour une analyse de cette conférence de presse, cf. Cyrille BRET, « Poutine, l'anti-Eltsine ? », 22 décembre 2014 <https://eurasiapropective.wordpress.com/2014/12/22/poutine-lanti-eltsine/>

[2] NDLR : Cette formulation ne reconnaît nullement l'annexion de la Crimée à la Russie.